

L'ancien président Amadou Toumani Touré (ATT) sur l'ORTM :
« Je ne suis pas convaincu que c'est par les coups d'Etat que nous allons sortir notre pays du gouffre. »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 24 SEPTEMBRE 2020

694

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



La CEDEAO
à Bamako

vers la levée
des sanctions



Le tandem N'daw et Goita : Pourront-ils relever les défis ?



Hommage aux 23 morts de la Jeunesse
Mouvement Citoyen : Amadou Koita et ses
camarades respectent la tradition



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	La CEDEAO à Bamako : vers la levée des sanctions	P.4
Brèves	Nomination du président et le vice-président de la transition : Le M5-RFP dit ne pas se reconnaître dans la décision	P.10
	Dépôt de gerbe de fleurs : Le colonel Assimi Goïta exhorte à l'union sacrée	P.10
	Assimi Goïta, lors de son discours à la nation à la veille du 60e anniversaire du Mali : « Notre seul combat est le Mali »	P.11
	Dr Cheick Modibo Diarra, président du RPDM : « Ceux qui sont tombés sur le champ de l'honneur, nous ne vous oublierons pas »	P.11
	Mali : Le retour en grâce du Général Sanogo, chef de la junte de 2012	P.12
	Gao : Tentative d'assassinat sur un opérateur économique	P.12
Actualité	Mali : Les défis économiques de Bah N'Daw, président de la transition	P.14
	In memoriam GMT : Jiriba ye isèmè !	P.15
	Hommage aux 23 morts de la Jeunesse Mouvement Citoyen : Amadou Koita et ses camarades respectent la tradition	P.17
Politique	L'ancien président Amadou Toumani Touré (ATT) sur l'ORTM : « Je ne suis pas convaincu que c'est par les coups d'Etat que nous allons sortir notre pays du gouffre. »	P.18
	60 ans d'indépendance : D'énormes défis encore à relever	P.19
	Le tandem N'daw et Goïta : Pourront ils relever les défis ?	P.20
Culture & société	Courses de Djenné : Des pirogues et des vagues	P.22
International	ONU : Les Etats-Unis et la Chine s'affrontent dans un climat de « nouvelle Guerre froide »	P.23
	Cour Suprême : Trump annoncera son choix samedi depuis la Maison Blanche	P.24
Sport	Championnat de D2 du District de Bamako : Deux tickets, trois prétendants	P.25



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



La CEDEAO à Bamako : vers la levée des sanctions

Goodluck Jonathan, le médiateur de la CEDEAO sur la crise post-IBK est de retour à Bamako. Pour une fois il est impatientement attendu par tous les maliens et il sera le bienvenu. Peut-être même qu'il sera enfin applaudi. Pourquoi ? Parce que simplement les sanctions sur le Mali seront levées vendredi après l'investiture du président de la transition et c'est l'ancien président nigérian qui en fera l'annonce.

Goodluck Jonathan, médiateur de la CEDEAO dans la crise malienne, est à nouveau à Bamako depuis hier après-midi. Il s'agit pour lui de venir s'enquérir de la mise en œuvre de la feuille de route de l'organisation sous-régionale pour une sortie de crise du Mali. Et il s'est réjoui du fait que toutes les recommandations de la CEDEAO soient mises en œuvre, et est venu avec une bonne nouvelle, puisqu'il a annoncé que les sanctions qui frappaient le Mali depuis le coup de force du 18 août dernier seront levées dès vendredi, après la mise en place du président de la transition. La bonne nouvelle l'avait d'ailleurs précédée car son programme de séjour indiquait clairement qu'il participerait à l'investiture du président de la transition Bah NDAW. Un message ne peut-être plus explicite. La CEDEAO, on se rappelle, avait exigé du CNSP la nomination d'un président et d'un

Premier ministre de transition civils. Si le Premier ministre n'est pas encore connu, le président et le vice-président sont connus : il s'agit du colonel-major à la retraite Ba N'Daw et du colonel Assimi Goita, président du CNSP. Des choix qui viennent donc d'être actés par la CEDEAO, avec cette annonce de Goodluck Jonathan. Avec cette énième visite au Mali, Goodluck Jonathan revient donc après celle effectuée le 22 août après la chute du président IBK le 18 août dernier pour discuter avec la junte au pouvoir. Lors de cette visite, d'intenses tractations entre les autoritaires militaires au pouvoir et la mission de la CEDEAO avaient permis de dégager un accord sur un certain nombre de sujets entre les deux parties. « Pour ces points qui n'ont pas pu obtenir un accord entre les deux délégations, nous avons demandé aux autorités mili-

taires de réfléchir davantage, nous aussi nous allons faire la même chose », avait indiqué le chef de la médiation, Goodluck Jonathan, à sa sortie de la rencontre avec le CNSP à l'époque. Et l'ex-Président nigérian avait été clair : « Ce que nous faisons est pour l'intérêt du Mali, ce n'est dans l'intérêt d'une personne ou d'un groupe d'individus, c'est dans l'intérêt du Mali et de la CEDEAO, parce que ce qui touche le Mali affecte le reste de la CEDEAO, parce que les pays sont liés, parce qu'il n'y a pas de mur qui nous sépare. La CEDEAO veut le meilleur pour le Mali. Elle utilise le même format d'approche, de démarche pour traiter le problème. L'approche de la CEDEAO se fonde sur son protocole, qui est le même pour tous les pays ».

La médiation de la CEDEAO avait alors eu l'accord de la junte pour aller voir IBK et comprendre son point de vue sur la situation. « Nous lui (IBK) avons demandé : en tant que Président de la République, quelle est la voie à suivre, à votre avis ? Le Président Ibrahim Boubacar Keïta nous a fait savoir qu'il a donné sa démission, qu'il n'a pas été contraint à la faire et qu'il n'a pas envie de revenir aux affaires. Ce qu'il souhaite, c'est une transition rapide pour permettre au pays de retourner dans un régime civil, le plus rapidement possible, un régime qui pourra interagir et travail-



ler avec le reste du monde de manière libre pour le développement économique et la sécurité du Mali. On s'est donc trouvé à l'aise par cette idée émise par le Président », avait confié Goodluck Jonathan. Sur une autre grande question débattue lors de cette visite, la structure et la durée de l'équipe du gouvernement intérimaire. Là-dessus, Goodluck Jonathan avait réagi en ces termes : « **Nous avons discuté de certains points, nous leur avons fait part de la vision du protocole de la CEDEAO. La CEDEAO ne viendra pas imposer le gouvernement au peuple malien. Que ce soit un gouvernement élu ou un gouvernement transitoire, la décision revient au peuple malien. Le devoir de la CEDEAO est de faire comprendre son protocole qui régit l'espace. J'ai porté à la connais-**

sance des autorités militaires les attentes de la CEDEAO sur la mise en place du gouvernement intérimaire. Je crois que d'ici deux jours, elles vous feront voir de quoi sera faite cette structure gouvernementale ».

Nous avons maintenant une idée de la structure. On ne pensait cependant pas que ça allait être conforme avec celle de la CEDEAO. Et bien c'est chose faite, reste maintenant, après l'investiture du président de la transition, la nomination d'un Premier ministre, qui va être un civil, et la formation d'un nouveau gouvernement, pour que la transition au Mali prenne son envol !

Par ailleurs, l'ancien ministre sénégalais des Affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio, a été choisi par l'Organisation internationale de la francophonie pour mener une mission de

suivi de la situation au Mali. Il sera lui aussi à Bamako dans les prochains jours, où il conduira une mission à la tête d'une délégation composée de parlementaires et diplomates de la francophonie. Cheikh Tidiane Gadio, 64 ans, a été désigné ce lundi 21 septembre Envoyé spécial pour le suivi de la crise malienne pour le compte de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

L'envoyé spécial et sa délégation seront chargés « d'accompagner le processus de transition civile au Mali », précise l'OIF dans un courrier à l'intention du président de la transition tout juste désigné, l'ex-ministre de la Défense Ba N'Daw, et du chef de la junte, désormais vice-président, le colonel Assimi Goïta. Plus d'un mois après le coup d'État, Cheikh Tidiane Gadio, qui défend une levée des sanctions imposée au Mali par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), devra assurer une médiation entre les différentes parties prenantes de la crise, des différentes composantes du Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) aux militaires putschistes, en passant par les groupes armés signataires de l'accord de paix d'Alger, les représentants des partis politiques et des organisations de la société civile qui ont participé à la concertation nationale.

■ Yama DIALLO



Ibou SY

#Par Kaou Abdramane DIALLO

#22 Sept

Les jeux politiques sont régis par ce qu'on appelle les rapports de forces.

Ce sont ces rapports de forces qui nous ont permis de contester, puis de fragiliser le régime IBK en réalisant le plus grand rassemblement des forces vives que ce pays ait connu pour exiger son départ avant finalement que le CNSP, au nom de notre armée ne puisse parachèver cette œuvre salvatrice.

Si nos appels et nos mots d'ordre ont été entendus puis suivis par une grande frange de nos compatriotes c'est parce que le pays allait mal; ce pays qui nous a tant donné mais qu'en retour, certains de ses fils et filles appelés à le gérer et faire le bonheur des maliennes/maliens ont trahi les aspirations profondes et attentes fortes placées en eux, ont échoué à faire émerger notre pays dans le concert des nations.

Chacun a d'abord pensé à lui-même, à sa famille, à son clan, à ses amis au détriment de l'intérêt général.

Aujourd'hui, nous politiques, singulièrement ceux du M5-RFP, devront être conscients que ce PEUPLE, bien qu'ayant répondu à notre appel de faire partir le régime corrompu et incapable de IBK and Co, n'oublie pas pour autant ce qu'ont été nos rôles positifs ou pas, nos différentes responsabilités dans ce régime ou les précédents, à un moment donné de l'histoire de ce pays.

Ayons le courage nous-mêmes, de faire notre propre introspection, de nous interroger collectivement de ce que nous avons fait ou pas fait pour faire avancer ce Maliba que nous chantons tous mais dont nous avons été incapables d'assurer le développement pour que toutes ses filles et ses fils puissent profiter de ses fruits.

Pour revenir au rapports de force, nous devons savoir qu'il nous est défavorable d'aujourd'hui au sein de l'opinion nationale.

Intégrons cette donne et laissons au CNSP, qui jouit de cette légitimité populaire, la mission de remettre avec l'aide de nous tous, ce pays sur les rails et le positionner favorablement sous de bonnes auspices avant de le transférer aux politiques tôt ou tard.

OUI Nous avons sonné la révolte,

OUI nous avons consentis d'énormes sacrifices au prix souvent de morts et de blessés,

OUI disons même que nous avons fait partir IBK,

MAIS la mission qui nous a tous réunis au delà de nos différences et des dissonances de nos chapelles respectives, s'arrête là!

Une nouvelle ère s'ouvre sous le leadership de nos forces de défense et de sécurité, soutenons-les, accompagnons-les car cette refondation tant recherchée profitera à nous tous car elle permettra d'accélérer le recouvrement de l'intégrité territoriale de notre pays avec à la clé de nouvelles institutions et un nouveau contrat social

Le M5-RFP a vécu !

Laissons place désormais au pays !

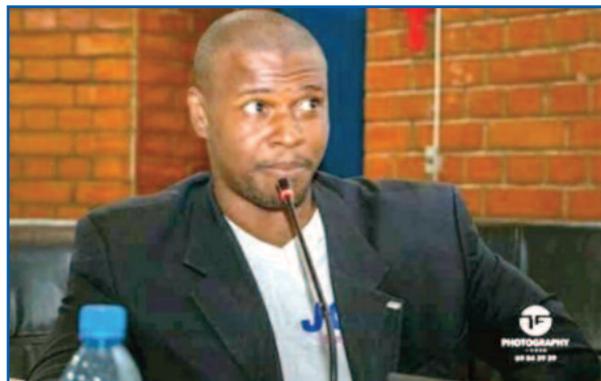
Félicitations et Bonne Chance au Président Bah N'Daou pour mener le bateau Mali pendant 18 mois!



Vive le Mali éternel!

Bonne fête du 22 Septembre à toutes/tous nos compatriotes

Kaou Abdramane DIALLO



RCI: Bédié lance un appel à la désobéissance civile contre Alassane Ouattara

M. Nouhoum Togo - Officiel

La SUSPENSION DU Président du syndicat autonome de la police, Sergent Chef Bougouna Baba Dembélé aurait été levée après délibération du Conseil de discipline ce jour Mercredi 23 Septembre 2020.

Vive la vérité

Vive les forces armées et de sécurité unis

BD INFO



RFI

Le #Mali célèbre ce mardi les soixante ans de son indépendance. Un anniversaire qui survient



alors que le pays vient de connaître le 4ème coup d'État de son histoire. Quel bilan tirer de ces six décennies ?

Alain Foka fait le point avec l'analyste en géopolitique Khadija Maïga, Ibrahima Tamega du Mouvement citoyen, l'ancien leader de l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) Fasso Denw, Nouhoum Sarr du M5 et le rappeur Master Soumy

les Républicains



Jamais, les Français n'ont douté de l'amour que leur portait Jacques Chirac.

En l'honneur du président Jacques Chirac, une plaque a été apposée au siège numéro 99 de l'Assemblée nationale.

Retrouvez les témoignages de

Christian Jacob

François Baroin

Aurélien Pradié

Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 23 septembre 2020.

L'Ancien Président de la République Fédérale du Nigéria, Médiateur de la CEDEAO, S.E.M.

Goodluck Jonathan et la Ministre ghanéenne

des Affaires Étrangères, Présidente du Conseil des Ministres de la CEDEAO, S.E.M. Shirley Ayorkor

Botchway sont arrivés à Bamako, ce mercredi 23 septembre 2020.

Les deux personnalités ont été accueillies par le Colonel Major Ismaël WAGUE, porte-parole du CNSP et l'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale.

Au cours de leur séjour M. JONATHAN et Mme Botchway auront des entretiens avec plusieurs personnalités.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Jeune Afrique



Investi candidat par un parti divisé, Hama Amadou a lancé sa campagne pour la présidentielle dont le premier tour est prévu le 27 décembre. Les

obstacles sont toujours nombreux, mais le bras de fer est lancé avec ses adversaires.



RFI Afrique



Ordre et propreté. La mairie d'Antananarivo vient d'actualiser son Code municipal d'hygiène.

Objectif : mettre fin à l'anarchie et l'insalubrité

qui règnent dans la capitale. Le nouveau code liste

près de 80 infractions dont les montants des amendes ont été augmentés pour mieux dissuader, allant de 1 à 1100 euros.



Tami Maïga



CEUX QUI VEULENT LE DÉPART DE L'ARMÉE FRANÇAISE DOIVENT NOUS DIRE SUR QUOI ILS COMPTENT POUR SÉCURISER NOS PARENTS DU NORD ET DU CENTRE.

ONT ILS UNE AUTRE ALTERNATIVE ?

Abdoulaye Baba Toure



#MamadouSakho: « J'ai perdu mon père à 13 ans. Je devais devenir un homme. Pour moi, c'était pas une option de jouer au foot, c'était un devoir. On m'a demandé si c'était difficile d'être capitaine du PSG à 17 ans, le plus difficile a été d'être capitaine de ma famille à 13 ans.»

Je me retrouve tellement dans cette histoire.

Courage à tous les CHEFS DE FAMILLE PRÉCOCES!!!

AL Hamdoulilah



MALI KANU



APPEL A LA LIBERATION IMMEDIATE DES PERSONNALITES ARBITRAIREMENT DETENUES PAR LA JUNTE MILITAIRE DU COMITE NATIONAL POUR LE SALUT DU PEUPLE (CNSP)

Depuis le 18 août 2020, plusieurs personnalités civiles et militaires sont illégalement détenues par la junte militaire du Comité National pour le Salut du peuple (CNSP).

Parmi les personnalités arrêtées, figurent l'ancien premier ministre Dr Boubou Cissé et l'ancien Président de l'Assemblée Nationale Honorable Moussa Timbiné ainsi que plusieurs hauts gradés de l'armée. Ces personnalités sont privées de liberté par le CNSP. Depuis leurs arrestations ils n'ont pu voir aucun membre de leurs familles respectives, encore moins leurs avocats.

Leurs détentions arbitraires, qui ne reposent sur aucun motif judiciaire, constitue un crime, une atteinte à leurs droits fondamentaux.

Par ce fait, le CNSP séquestre, détient illégalement les détenus et viole l'article 10 de l'Acte fondamental n°001/CNSP du 24 août 2020, qui stipule : « Nul ne peut être détenu dans un établissement pénitentiaire que sur mandat délivré par un Magistrat de l'ordre judiciaire ». Par ailleurs, la Constitution du Mali, datant du 25 février 1992, dans son article 10 déclare, « Nul ne peut être détenu pendant une durée supérieure à quarante-huit heures que par décision motivée d'un magistrat de l'ordre judiciaire ».

Également, l'Article 6 de la charte africaine est également explicite : « Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut être privé de sa liberté sauf pour des motifs et dans des conditions préalablement déterminés par la loi ; en particulier nul ne peut être arrêté ou détenu arbitrairement. »

Fort de tout ce qui précepte, les personnalités détenues arbitrairement doivent être mis dans leur droit, sans délai, dans le respect de la loi fondamentale, des différents textes internationaux ratifiés par la République du Mali et conformément à l'appel des chefs d'états et de gouvernement de la CEDEAO, issue de leur réunion avec le Comité National pour le Salut du Peuple, qui a eu lieu à Accra le 15 septembre 2020.

Ainsi, nous, citoyens maliens et étrangers, associations et regroupements se constituent au sein du Collectif pour la Libération des Personnalités Arbitrairement Détenues par le CNSP appelons : à la libération immédiate et sans conditions des personnalités arbitrairement détenues par la junte militaire du Comité National pour

le Salut du Peuple (CNSP) avant la désignation du Président de la Transition ;

au respect des droits des personnalités détenues arbitrairement par le CNSP ;

à la mobilisation citoyenne pour le respect d'un état de droit au Mali. Nous nous réservons le droit de mettre œuvre d'autres actions en vue de la Libération des Personnalités Arbitrairement Détenues par le CNSP.

Le 21 Septembre 2020,

Le Collectif pour la Libération des Personnalités Arbitrairement Détenues par le CNSP.



Djinné Bebebe Papou



Urgent! Selon nos sources À la BIJ l'artiste Si-diki Diabaté continue de nier les faits qui lui sont reprochés. Les hommes du puissant commandant de la BIJ en image aurait décidé de lui mettre sous mandat de dépôt à la MCA cet après midi avant le jour de son procès.

Ce pendant les tractations sont en cours par des personnalités publiques et ses avocats enfin d'avoir le clémence du commandant pour qu'il accorde la liberté provisoire en attendant le procès. Quand à Mama sita , Elle n'a pas retiré sa plainte et elle continue a appelé la justice de faire son travail.

Au moment que nous mettons cette information en ligne à 15 h 30 ut

Sidiki Diabaté est toujours dans les locaux de la BIJ .

Source Mali affairage



Abdoulaye Kone

Je conseille au CNSP de mettre Boubou Cissé et compagnie à la disposition de la justice ou de les libérer. Ça sera justice



Aicha Bint Moussa

Si Mamacita était votre fille alliez vous regarder la carrière de Sidiki Diabate ou la santé et la vie de votre fille ? Laissez la justice faire son travail, nul n'est au-dessus de la loi.



Fahad Ag Almahmoud

Fêter 60 ans d'indépendance aujourd'hui c'est comme fêter son 35ème anniversaire alors qu'on loge toujours chez papa et maman.



Ammy Baba Cisse

On ne doit pas menacer de porter plainte contre Choguel, on le fait. Le contraire est assimilé à du chantage.



Qui n'est pas lié à qui au Mali? Les personnes qui vont gérer cette transition sont des maliens avertis.

C'est grave, beaucoup ne savent pas que la presse fait partie de la société civile

Armée politisée! Religieux politisés! Syndicats politisés! Société civile politisée etc...

Son Excellence Soumaila Cissé, enlevé depuis le 25 Mars 2020 est toujours privé de liberté. Que Dieu encore votre recours!



Quand des maliens demandent à la France de dégager, ils brandissent des drapeaux russes.

L'imam Dicko n'est pas loin. Il ne parle pas trop mais s'il reprend du service, c'est pas bon.

Cellou Dalein Diallo

Comme l'a écrit le Prix Nobel de Littérature Wole Soyinka que j'ai eu le plaisir de rencontrer, « L'Homme meurt en tous ceux qui se taisent devant la tyrannie ». Nous nous battons pour en finir, le 18 octobre prochain, avec le régime tyrannique & liberticide de @alphacondepresi



Larmes des pauvres

#Mali Sidiki Diabaté interpellé dans un pays de droit pour coups et blessures, ceux qui ont jeté les femmes d' #Ogossogou dans des fours crématoires continuent de communiquer sans soucis dans les réseaux sociaux. Sommes - nous égaux face à la justice ?



Nomination du président et le vice-président de la transition : Le M5-RFP dit ne pas se reconnaître dans la décision



La situation politique est tendue entre le CNSP et le M5-RFP. Contrairement à ce que le CNSP a dit, le M5-RFP n'a pas participé au collège qui a désigné le président et le vice-président de la transition, selon Dr Choguel Kokalla Maiga.

Selon Dr Choguel Kokalla Maiga, le M5-RFP n'a pas siégé au sein du collège organisé par le CNSP. À ses dires, le président du CNSP leur a envoyé une lettre pour leur demander de désigner deux représentants qui devraient siéger au sein du collège, qui, à son tour, devraient choisir le président et le vice-président de la transition.

Toujours selon le président du parti MPR, le M5-RFP a, à son tour, envoyé une lettre au CNSP afin d'avoir plus d'éclaircissements sur des aspects de cette désignation. « Le M5-RFP a laissé un courrier au CNSP pour lui demander de lui donner une certaine information, en l'occurrence la composition du collège, la qualité de ceux qui y participent, la clé de répartition, les critères de désignation du président et du vice-président et le CNSP n'a jamais donné suite à ce courrier », explique le porte-parole du M5-RFP.

L'ancien patron de l'AMRTP continue en disant : « Le CNSP a appelé nos experts à Kati pour leur remettre une copie de la charte pour la transition et de la clé de répartition des membres du CNSP et nous. Et nos experts avaient constaté avec regret que tout ce qui a été convenu entre nous et le CNSP a été purement et simplement biffé. »

Aux dires du porte-parole du M5-RFP, le CNSP voulait convaincre leurs délégués à participer au collège qui ont expliqué aux membres du CNSP que le M5 n'a toujours pas eu une réponse à son courrier. Donc, les délégués leur ont fait comprendre qu'ils n'ont pas l'autorisation de participer au collège.

« Le CNSP a invité notre autorité morale qui est l'Imam Mahamoud Dicko comme personne ressource au collège. Celui-ci a expliqué qu'à son arrivée, il a constaté qu'au lieu d'un collège qui délibérait, c'est un communiqué que le président du CNSP est venu lire. Il n'y a eu aucun débat sur le document ni d'échanges », relate Dr Maiga.

Selon le Dr Choguel, l'Imam Dicko a dit séance tenante qu'il était étonné de ne voir aucun membre du M5-RFP au collège alors que dans le communiqué lu par le CNSP, on annonçait la présence de deux délégués du M5-RFP. Chose qui n'est pas vraie, affirme-t-il. Pour sa part, l'Imam

Dépôt de gerbe de fleurs : Le colonel Assimi Goïta exhorte à l'union sacrée



22 septembre 1960- 22 septembre 2020 ! Le Mali indépendant a 60 ans. Respectant une tradition républicaine solidement ancrée, le président du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), le colonel Assimi Goïta a déposé, le 22 septembre, une gerbe de fleurs au Monument de l'Indépendance. C'était en présence des membres du Comité National pour le Salut du Peuple, du chef d'Etat-major général des Armées, le Général Oumar Diarra et de l'Ambassadeur du Maroc au Mali, Hassan Naciri. Pour être témoins de l'événement, beaucoup de nos compatriotes avaient également fait le déplacement. Pour la circonstance, un impressionnant dispositif de sécurité quadrillait les lieux. C'est précisément à 8 heures 55 minutes que le véhicule blindé transportant le chef du CNSP s'est immobilisé sur la place.

À sa descente, il a été accueilli par les membres du Comité, la hiérarchie militaire ainsi que les autorités administratives et politiques du District de Bamako. Ensuite, celui qui est fraîchement désigné comme vice-président de la Transition, fera le salut au drapeau national, avant que ne retentisse la sonnerie aux morts. Moment empreint de solennité et d'émotion, le colonel Assimi Goïta a déposé la couronne de fleurs au pied du Monument de l'Indépendance.

Le président du CNSP, s'adressant à la presse, a indiqué que ce geste, dont la portée symbolique est immense, est un témoignage de reconnaissance envers les pères fondateurs de l'indépendance du Mali, à savoir le président Modibo Keita et ses compagnons. Assimi Goïta a souhaité que cette action de dépôt de gerbe de fleurs soit pérennisée dans notre pays.

«C'est un sentiment de fierté et de gloire envers toutes les personnes qui, de près et de loin, se sont sacrifiées pour l'indépendance du Mali», a-t-il exprimé, avant d'inviter le peuple malien à l'union sacrée.

Le cadre était également opportun pour lui de demander à nos compatriotes de soutenir les forces de défense et de sécurité qui déploient des efforts, nuit et jour, pour ramener la sécurité et la paix dans notre pays. Les mêmes efforts de soutien et d'accompagnement des Maliens, exhortera Assimi Goïta, doivent aller vers des forces partenaires telles que Barkhane, MINUSMA et Takuba.

Bembablin DOUMBIA

Dicko a dit au CNSP que la décision qu'il a prise relève de sa seule responsabilité face au peuple malien et face à l'histoire, relate Dr Maiga.

TIOMBE ADELIN TOLOFOUIDE

Assimi Goïta, lors de son discours à la nation à la veille du 60e anniversaire du Mali : « Notre seul combat est le Mali »



À l'occasion de la commémoration de l'accession à l'indépendance pour le Mali, le président du CNSP s'est attelé à l'exercice traditionnel de vœux à la Nation. Dans son discours, plusieurs assurances ont été données en ce qui concerne les réformes indispensables à mener au Mali.

Des réformes institutionnelles, sécuritaires, éducatives, sociales et économiques, voilà entre autres les grands chantiers sur lesquelles le Mali est appelé à travailler pour le changement tant souhaité. En tout cas, c'est ce qui ressort du tout premier discours à la Nation du président du Comité national pour le salut du peuple (CNSP). C'était au seuil du 60e anniversaire de la fête d'indépendance du Mali. Dans ce discours à la nation, qui a duré 12 minutes, le président du CNSP, Assimi Goïta a donné plusieurs assurances au peuple malien. Des assurances qui montrent que ce Comité a conscience de toute l'urgence de la situation au Mali. Il invite à mettre cette fête d'indépendance sous le signe du changement.

Sur le plan sécuritaire, le nouveau vice-président de la transition malienne ne fait aucun doute que les guerres imposées au Mali se gagneront avec le temps. Pour ce faire, les forces de défense doivent être mieux équipées. Tâche à laquelle il s'engage à réaliser.

Le domaine éducatif doit également devenir plus compétitif. Cela passe également par mettre les enseignants dans leurs droits, a-t-il indiqué. Chose à laquelle le CNSP s'est attelé dès son arrivée au pouvoir. Une démarche qui a abouti à l'accord trouvé autour de l'article 39, dont la non-application paralysait le secteur éducatif. Pour une formation de qualité, le président du CNSP trouve indispensable de mieux former les enseignants. Cela passe par la formation continue.

Sur le plan politique, afin d'éviter les tripatouillages lors des élections, le colonel Goïta trouve indispensable une révision des listes électorales. Celles-ci doivent être fiables, estime-t-il. Ce n'est pas tout, il rassure que des institutions fiables doivent également être mises en place.

S'agissant du volet développement économique et social, pour le plein épanouissement du peuple malien, le nouveau vice-président de la transition malienne indique que les voies publiques doivent être praticables, l'eau et l'électricité doivent être disponibles. Outre cela, l'injustice doit être vaincue.

Dr Cheick Modibo Diarra, président du RPDM : « Ceux qui sont tombés sur le champ de l'honneur, nous ne vous oublierons pas »



Le président du Rassemblement pour le Développement du Mali (RPDM), ancien Premier ministre pleins-pouvoirs de la Transition au Mali en 2012, Dr Cheick Modibo Diarra, a mis à profit la célébration du 60ème anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale pour dire quelques mots.

Selon les données, c'est le 22 septembre 1960 que le grand homme d'Etat et nationaliste convaincu, le Président Modibo Keïta, a proclamé l'Indépendance de la République du Mali. Le président du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) a rappelé que c'est une fête de mémoire et d'espoir.

Il faut préciser que le Mali est à la croisée des chemins et est confronté à des défis multiples. Soixante ans d'indépendance, que de chemin parcouru ! De progrès réalisés ! De moments d'incertitudes ! De doutes ! D'interrogations et de moments moins glorieux ! Selon Dr Cheick (...)

Tougouna A. TRAORE

Après toutes ces mesures sociales, le président du CNSP invite le peuple malien à une rupture profonde avec ses manières habituelles d'agir. Car le changement implique un sacrifice profond de la part de tous les citoyens. À l'en croire, « le changement, c'est maintenant ». Le colonel Goïta prévient toutefois : « Nous travaillons à ce que nul ne puisse s'enrichir impunément ». Il rassure que « l'immunité ne sera plus un obstacle juridique ».

Pour une paix durable, le président du CNSP a donné l'assurance que l'Accord pour la paix ainsi que les conclusions du Dialogue national inclusif seront mis en œuvre. « Notre seul combat est le Mali », a-t-il conclu.

F. Togola

Mali : Le retour en grâce du Général Sanogo, chef de la junte de 2012



La cérémonie officielle des 60 ans de l'indépendance du Mali, le 22 septembre, a vu la présence remarquable d'Amadou Sanogo, auteur du coup d'État de 2012. L'ex-chef de la junte est en attente de jugement pour « assassinat et complicité d'assassinat ».

Lors de la cérémonie officielle des 60 ans de l'indépendance du Mali, on l'a vu sous plusieurs plans. D'abord descendant de l'arrière de son véhicule, portant des gants blancs. Autre remarque: il flottait un tout petit peu dans sa tenue d'apparat. Sur sa poitrine, des médailles. En main, un bâton de commandement. Malgré ses lunettes noires, Amadou Sanogo a été tout de suite reconnu pour sa première grande sortie officielle depuis sa libération en janvier dernier.

L'homme est très à l'aise dans la tribune officielle. Le voilà assis, casquette à feuilles d'or sur la tête, chaussettes blanches aux pieds, il porte enfin un masque. Il lit en diagonale un journal. A la fin de la cérémonie, il serre des mains, fait des selfies. Il n'est pas du tout perdu dans ce milieu. Capitaine en 2012, il a fait un coup d'État avec d'autres

Gao : Tentative d'assassinat sur un opérateur économique



Un opérateur économique du nom d'Abdoulaye Adama dit Garega a échappé, le 21 septembre 2020, à une tentative d'assassinat. Il a été pris pour cible par plusieurs hommes armés non identifiés à bord d'un véhicule, selon les sources locales. Suivie en filature pendant un long moment par ses détracteurs, la victime a finalement pu trouver refuge. Elle a été touchée par une balle, mais sa vie n'est pas en danger d'après des sources hospitalières.

Source : STUDIO TAMANI

militaires. Quelques mois après, il obtient le grade de général. Fin 2013, il est arrêté pour son implication présumée dans la mort de 21 militaires « bérets rouges » retrouvés dans un charnier près de Bamako. Ouvert trois ans après, son procès pour « assassinat et complicité d'assassinat » est reporté sine die. Il est donc en attente de jugement. Mais visiblement pour le moment, il signe plutôt un retour en grâce.

RFI



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Mali : Les défis économiques de Bah N'Daw, président de la transition

Le comité mis en place par la junte au pouvoir depuis le putsch du 18 août au Mali a désigné Bah N'Daw, un colonel à la retraite, au poste de président de la transition. Celui-ci devra faire face à plusieurs défis économiques pour un pays qui reste très fragile.

Le colonel à la retraite Bah N'Daw (photo), présenté par la junte putschiste au Mali comme celui qui va assumer les fonctions de président de la transition aura un agenda chargé. Au-delà de la stabilisation sociale et politique de ce pays, il lui faudra redonner confiance aux différents secteurs économiques. Une tâche qui n'est pas gagnée d'avance.

La première chose à faire est de regagner la confiance des donateurs internationaux. Leurs différentes contributions ont soutenu la croissance du produit intérieur brut (PIB) du pays entre 5 et 6% au cours des récentes années. Bah N'Daw a collaboré avec la France en sa qualité de militaire et de ministre éphémère de la Défense, mais a des attaches personnelles avec la Russie, un partenaire qui avance à grands pas en Afrique.

Sans le soutien des donateurs, le Mali continuera de connaître une profonde crise sociale. Sur une base purement mathématique, le PIB par habitant est de 2471 \$ par an, soit environ 1,4 million de francs CFA par an. Mais la redistribution effective de la richesse créée est légèrement différente. Selon les données disponibles sur le site de l'institut national des statistiques, le seuil de pauvreté qui est de 177 000 FCFA de revenus par an est atteint par 46% de la population.

L'économie malienne est peu diversifiée du point de vue des exportations. Les ventes d'or brut ont représenté environ 85% des exportations en 2019 et au cours du premier trimestre 2020. La production agropastorale qui a représenté près de la moitié du PIB au cours des deux dernières années reste faiblement représentée dans le commerce international.

Aussi, ce secteur occupe une part importante de la main-d'œuvre du pays, à l'exclusion des autres secteurs. Dans une telle configuration, les importations du Mali représentent deux fois ses exportations ; ce qui le met en situation de déficit extérieur chronique.

L'autre grand défi du pouvoir de la transition est le maintien des grands équilibres du budget. Les revendications populaires risquent de revenir avec force, une fois que l'euphorie de la victoire du peuple va passer. Or structurellement, le gouvernement malien dispose d'un budget limité, en raison d'un faible niveau de taxation aussi bien des individus que des entreprises.

La dernière ligne de confiance à restaurer est celle des relations avec le secteur financier. Un résultat très peu perçu de la majorité protestante au Mali a été la possibilité du pays à lever des financements sur le marché des capitaux de l'UEMOA à des taux intéressants. Cela a été possible grâce à une inflation (hausse des prix) maîtrisée au sein de l'économie, et une situation gérable de la dette.

Bah N'Daw va prêter serment le 25 septembre si son statut est accepté par toutes les parties prenantes. Alors commencera la gestion effective des affaires, loin de la passion des revendications populaires.

Idriss Linge



In memoriam GMT : Jiriba ye isèmè !

Le dimanche, je suis en route pour Kou-tiala, dans le cadre de la campagne de sensibilisation de proximité pour faire face à la pandémie du coronavirus. Arrivés au niveau de Konobougou, une de mes compagnons de voyage, dans le bus, Tiouta TRAORÉ, Conseillère technique au ministère de la Communication, cheftaine de notre équipe, m'a confié : « **Pour aller chez moi, à Barouéli, on prend cette bifurcation à gauche** ». J'ai réagi en ces termes : « **C'est dire alors que tu connais mon fiston Moussa Sadio TRAORÉ, ancien député, élu de la localité ?** ». Elle s'est retournée vers moi : « **Mais, comment ? Moussa Sadio est un frère du village** ». J'ai pris mon téléphone et composé le numéro : « **Mon fils ? Une grande surprise pour toi. Je suis avec Tiouta, ma fille** ». Il m'a rectifié : « **Ah, dis plutôt ta Tante** ». Après, on a plaisanté et, avant de se quitter au téléphone, il m'a interpellé : « **J'espère que tu as été voir ton grand-père GMT pour des bénédictions avant le voyage...** ». Le lui ai répondu que non, avant de lui promettre d'aller te voir dès mon retour de voyage. Le même dimanche, nous sommes arrivés à Koutiala, la capitale de l'or blanc, et, le lundi, notre campagne de sensibilisation est organisée dans la grande salle de conférence du Conseil de cercle. Ensuite, nous sommes revenus à Ségou pour y passer la nuit et pouvoir bien nous reposer afin d'être d'attaque le lendemain mardi. Je séjournais dans la grande famille, à Sokalakono, lorsque mon téléphone a sonné et c'était mon propre frère de lait, Hamouné BAH, qui m'informait des rumeurs sur les réseaux sociaux, annonçant ta mort. Je lui ai dit de m'accorder une minute, le temps pour moi de pouvoir infirmer ou confirmer cette terrible nouvelle. Je me suis renseigné auprès d'un frère, Lamine DIARRA, un ancien béret rouge, qui te fréquentait assidûment. Lamine me l'a effectivement confirmé, à mon grand désespoir. Quand il n'y avait plus de doute sur ton décès, ton homonyme parfait de Barouéli m'a présenté ses condoléances, avant d'insister : « **Le devoir t'incombe de témoigner pour la mort de ton ami, ton grand-père** ». Après ton inhumation, il est encore revenu à la charge : « **C'est un**



ordre, il te faut écrire quelque chose pour honorer, ne serait-ce qu'en partie, ta promesse faite 72h auparavant... ». En vérité, j'ai été pris de court par ta mort soudaine et je n'étais point préparé pour un tel exercice. Mieux, tout a été dit et bien dit, par des voix plus autorisées et plus éloquents que la mienne. Finalement, je me suis résolu à couvrir quelques imperfections sur le papier, convaincu que je ne saurais me hisser à la hauteur du douloureux événement. Pour deux raisons au moins : d'abord, ton amitié solide et indéfectible avec le Chérif de Nioro, que tu comprendras plus bas ; ensuite, l'estime et le respect que je vous dois, pour votre sens élevé du sinankuya .

L'homme des mardis fétiches

En effet, l'homme des 3 mardis fétiches et 2 vendredis saints s'est couché, comme le baobab de Sébétou: un mardi, tu as pris le pouvoir en novembre 1968 ; encore un mardi, tu as quitté le pouvoir en mars 1991 ; enfin un mardi, tu as rendu l'âme en septembre 2020. Un vendredi 1936, tu es né à Sébétou, à Kayes-ba DIABATE, dondakilin, anibodakilin ; un vendredi 2020, tu es inhumé, à Bamako, Banba-NIARE, Sigibaa-NIARE, taabaa-NIARE. Une foule immense t'a rendu les derniers et ultimes hommages, dus à ton rang d'ancien chef d'Etat, d'ancien général d'armées 5

étoiles, mais aussi et surtout, d'homme d'honneur et de dignité, pétri de valeurs sociétales maliennes dont la plus emblématique demeure justement le cousinage à plaisanterie ou sinankuya, évoqué ci-dessus.

En ce qui me concerne, je peux témoigner sur l'honneur, devant Dieu et les hommes, que c'est avec joie, sinon avec félicité, que tu acceptais et t'adonnais, en tous lieux et en toutes circonstances, à cette pratique sociétale de première importance pour nous autres Maliens et même ouest-Africains.

La première fois, c'était à Markala, où tu étais détenu en résidence surveillée après ta double condamnation pour crimes de sang et crimes économiques, peu avant d'être gracié par le Président KONARÉ, en 2001. Ce jour-là, j'y accompagnais Cheickné Hamalla SIMPARA, fils de Bakoroba SIMPARA, originaire de Banamba, puis élevé dans la famille du Chérif de Nioro du Sahel, et Abdramane TRAORÉ dit Japa, beau-frère du Chérif de Nioro, oncle maternel de son fils nommé Chikati HAIDARA. Nous nous sommes présentés devant de portail de la ta résidence et après une présentation sommaire, on nous a laissé entrer. Tout de suite, tu as salué SIMPARA que tu connaissais déjà. Ensuite, Abdramane s'est présenté à toi et tu as déclaré à son sujet : « **Toi, tu es un des nôtres** ». Quant à moi, je n'ai pas décliné mon identité, préférant te serrer la main, une première foi et la seconde fois, tu as vite compris,

avant de lâcher : « **DIARRA** ». J'ai aussitôt répondu par la formule consacrée : « **M'baa** ». Cette réponse signifie : « **J'assume mon nom et mon héritage avec honneur, bonheur et fierté** ». Mais, tu as aussitôt enchaîné avec les attaques amicales dans le cadre du cousinage qui nous lie à jamais : « Prends place, les fils du petit-fils de mon ami ». C'était une manière pour toi de te mettre sur le même pied généalogique que mon arrière-grand-père. Ensuite, les flèches étaient décrochées de part et d'autre, les unes plus pointues que les autres. Dans cette guerre des tranchées, ma sœur Mariam, ton épouse, a pris fait et cause pour moi, me faisant une révélation fracassante qui t'a mis KO debout : le jardin de ta résidence était transformé en champ de haricot blanc. J'en ai profité pour lancer des piques plus acérées, avec plus d'audace et de témérité. Ta décontraction et ta joie étaient immenses ce jour-là, au point de laisser bouche-bée Founé N'Fa CAMARA, ton griot attiré. Vu le cran que j'affichais vis-à-vis de toi, ce dernier m'a demandé pour savoir d'où est-ce que j'étais un DIARRA originaire. Je lui ai automatiquement répondu : « **Nioro du Sahel** ». « **Fils de qui** », m'a-t-il interrogé ? J'ai répondu : « **Monzon** », communément appelé Tiédian, à cause de sa grande taille. Founé N'Fa t'a ainsi confié : « **Son père est le petit-fils en ligne directe de Damonzon** ». En effet, Founé N'Fa a personnellement connu mon grand-père Bassériba, à Banankoro (où repose Damonzon) et mon père dans la zawiya du Chérif de Nioro, au lendemain du coup d'Etat en 1968, quand il avait été missionné par Moussa TRAORE pour se confier au Chérif Bouillé HAIDARA. Pour la petite histoire, c'est au cours d'une de ses causeries avec les fidèles hamallistes que N'FA a déclamé la généalogie de mon père, permettant au Chérif de Nioro de connaître davantage mon père au-delà de la filiation religieuse avec le grand Chérif HAMALLA. Aussi, après le décès de mon père, la prière mortuaire a-elle été dirigée par le Chérif Bouillé en personne, une première dans la ville, ce jeudi 11 novembre 1982. C'est dire que ton griot attiré a beaucoup contribué à la respectabilité et à la dignité de mon père à Nioro du Sahel.

Maréchal vs Général

Après la visite de Markala, je te rendais régulièrement visite, à Djicoroné, où tu résidais jusqu'à ta mort. A chaque visite, je te portais des coups auxquels tu répondais du tic au tac, à commencer par l'entrée. En effet, je me présentais avec l'identité de « **Maréchal SOD** » que les gardes de faction ne parvenaient pas à décoder parce qu'ils me prenaient pour un « **maréchal de logis** » de la gendarmerie. Or, pour moi, tu es certes général ; mais, moi, je suis au-dessus de toi avec mon grade de maréchal. Tu décodais parfaitement mon manège et tu donnais l'instruction suivante : « **J'attends effectivement la visite du fils du petit-fils de mon ami, nommé SOD. S'il s'agit du fils du petit-fils de mon ami, il peut entrer. Dans le cas contraire, je n'en connais pas un autre** ». Pour accéder à ta résidence, j'étais bien obligé d'accepter d'être « **le fils du petit-fils de ton ami** ». Une fois dans ta résidence, tu me faisais installer à côté de toi, une petite tablette nous séparant, où sont posés un verre et une bouteille d'eau. Mais, comme à Markala, ma sœur Mariam se rangeait systématiquement de mon côté, m'octroyant parfois le titre de « **vrai chef de famille** » au moment des repas. On causait et tu me régalais avec plein d'anecdotes sur notre cousinage à plaisanterie, confirmées par d'autres connaissances et proches. Tiens, un jour, en tournée dans la région de Sikasso, une vieille tante KONE te cherche dans la délégation, sollicitant de l'aide pour la mener à toi. Comme elle ne te connaissait pas physiquement, tu lui prends la main pour la donner à un ministre membre de la délégation, après lui avoir dit : « **Voici Moussa TRAORE** ». La vieille dame remet son panier de haricot à ton ministre KONE, pensant que c'était toi. La seconde fois, c'était avec feu le général Amadou Baba DIARRA, en tournée à l'intérieur du pays. Vous arrivez dans un village dont le chef est KONE/DIARRA. Le chef de village t'offre, en guise cadeau, un sac de haricot. Discrètement, tu demandes à tes gardes-du-corps d'aller cacher le sac dans le coffre de la voiture appartenant au général Amadou Baba DIARRA. Au moment du départ, pour donner au revoir au village, tu interpellés le chef de village au sujet de ton sac de haricot. Devant le désappointement du chef de village, tu proposes toi-même une solution pour retrouver le sac de haricot : fouiller toutes les voitures avant le départ, afin de dénicher le

sac en question. Après quelques fouilles, tu demandes à ouvrir le coffre de la voiture du général Amadou Baba DIARRA, identifiée comme telle et confirmée par lui-même. On ouvre le coffre en présence du chef de village et de Baba DIARRA lui-même. Surprise : le sac de haricot y était caché. Le chef de village et Baba DIARRA sont tous les deux confus. « Tu m'as offert un sac, mais ton frère l'a volé pour s'en approprier », lances-tu à tes deux Tontons.

La troisième anecdote restée également célèbre est celle qui s'est déroulée à Ségou où un DIARRA vous fait une blague, en citant un proverbe bien connu : « **Le margouillat profite bien de l'abreuvoir de la volaille** ». Tu apostrophes ton père-cadet en ces termes : « **Qui est-ce qui est le margouillat dans cette histoire** » ? Il te répond : « **Moi !** ». « **Et qui est-ce qui est la volaille dans cette affaire** », enchaînes-tu. « **C'est encore moi** », répond encore ton père-cadet. Tu conclus par ces mots : « **Fo tan** », c'est-à-dire « **bien dit** ». No comment !

Tous les TRAORE se délectent de l'histoire du colonel Missa KONE qui tu aurais interpellé un MARDI. Il refuse catégoriquement de répondre à ta convocation, préférant un autre jour au « **mardi fétiche** », que tu affectionnais tant.

Enfin, le Mali entier est témoin du respect et de la considération que tu accordais à l'association « **Sinankuya** », portée sur les fonts-baptismaux par Sékou Silamakan DIARRA, à laquelle tu as contribué à donner crédit et prestance, par ta présence physique aux manifestations qui sont organisées dans ce cadre et les propos de sagesse et de rassemblement que tu prodiguais à ces occasions.

Quand la famille KONE/DIARRA a appris ta mort soudaine, elle a commandité une autopsie pratiquée à l'Hôpital Mère-enfant du Luxembourg, par le Dr DIARRA, ayant révélé « une intoxication alimentaire, due à une consommation immodérée de haricot blanc et vert ».

Dors en paix, mon Général.

I Tarawélé Turamakansi !

Oh Sama (grand éléphant) !

Oh Sama (grand éléphant) !

Oh Sama (grand éléphant) !

Par Seydina Oumar DIARRA
Alias Maréchal SOD
Journaliste

Hommage aux 23 morts de la Jeunesse Mouvement Citoyen : Amadou Koita et ses camardes respectent la tradition

Que le temps passe vite : il y a 14 ans, des jeunes du Mouvement Citoyen perdaient la vie dans un grave accident de la route sur la RN5, de retour de l'inauguration du Pont de Wabaria lors des festivités commémoratives de l'indépendance du Mali en 2006. Et chaque année, devoir de mémoire oblige, Amadou Koïta, alors président des jeunes du Mouvement Citoyen, et ses camarades se recueillent sur les tombes de leurs anciens compagnons et organisent des séances de prière et de lecture du coran pour le repos de leur âme. Pas étonnant donc que la tradition soit respectée ce mercredi 23 septembre, d'abord au cimetière d'Hamdallaye, ensuite à la mosquée au Badialan.

La Jeunesse Mouvement Citoyen, faut-il le rappeler, c'était cette puissante force de traction de la jeunesse dans son ensemble et dans sa diversité qui soutenait, sous l'égide du jeune Amadou Koita, le Président Amadou Toumani Touré, et qui a été le fer de lance de sa victoire à l'élection présidentielle de 2007. Et c'est au service du Mali qu'ils sont morts, le 22 septembre 2006, de retour de la fête de l'Indépendance nationale célébrée avec faste à Gao, et en marge de laquelle a eu l'inauguration du Pont de Wabaria. C'était suite à un accident entre le mini bus transportant ces jeunes et un car de transport à 10 km de la ville de San.

Un accident qui a ébranlé toute la République de par le bilan très lourd de 23 morts et 5 blessés. Et c'est pourquoi la nation leur a rendu un grand honneur et un vibrant hommage à travers des funérailles nationales au Stade Mamadou Konaté. Et depuis Amadou Koita et ses camarades ont fait la promesse de se sacrifier au devoir de leur rendre hommage, une manière également pour eux de faire en sorte que les idéaux que portaient ces jeunes puissent subsister et être traduits en acte pour et au compte du développement du Mali.

Se confiant à la presse, Amadou Koita lance : « C'est devenu une tradition pour nous de nous



retrouver ici au cimetière de Hamdallaye chaque 23 septembre pour nous incliner devant la mémoire de nos camarades tombés le 23 septembre 2006. Nos camarades étaient allés à Gao, aux côtés du président de l'époque, le Général Amadou Toumani Touré et de la population de Gao pour célébrer le Mali, pour célébrer la souveraineté du Mali, la dignité et l'honneur du Mali puisqu'il s'agissait de commémorer l'accession du Mali à la souveraineté nationale.

C'est de retour de cet engagement patriotique que leur car a fait un accident qui causa la

mort de 22 de nos camarades. Nos camarades sont partis pour le Mali puisque c'est à cause de cet engagement patriotique, ils sont allés jusqu'au sacrifice ultime. Il est donc de notre devoir patriotique de venir leur rendre chaque année un vibrant hommage. Puisse leur âme reposer dans la paix éternelle. Nous prions le bon Dieu pour que chaque année nous puissions venir nous acquitter de ce devoir ». Qu'ils reposent en paix !

■ Yama DIALLO

L'ancien président Amadou Toumani Touré (ATT) sur l'ORTM : « Je ne suis pas convaincu que c'est par les coups d'Etat que nous allons sortir notre pays du gouffre. »

L'ancien président de la République du Mali de 2002 à 2012, Amadou Toumani Touré (ATT), a accordé une interview à l'Office des Radiodiffusions et Télévisions du Mali (ORTM), diffusée le lundi 21 septembre 2020. Dans cette interview de près d'une heure de temps, l'ex président ATT, qui a dirigé la transition au Mali en 1991, a parlé des atouts et des faiblesses du Mali. Comme atout, il a parlé de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et comme faiblesse, il a mis l'accent sur les coups d'Etat interminables au Mali. « De 1960 à 2020, il y a eu 4 coups d'Etat, je suis très mal placé pour en parler, j'en ai fait et j'en ai subi. Je ne suis pas convaincu que c'est par les coups d'Etat que nous allons sortir notre pays du gouffre », a-t-il dit.



Répondant aux questions du Directeur général de l'ORTM, Salif Sanogo, l'ex président Amadou Toumani Touré (ATT) a fait savoir que la bravoure au Mali est une vertu. Avant de préciser que l'histoire du Mali est riche. Parlant de la situation sécuritaire au Mali, ATT a indiqué qu'en 2006, il a tout fait pour convaincre ses homologues présidents de la sous région afin de trouver une solution transfrontalière aux problèmes transfrontaliers mais en vain. Ce n'est qu'en 2017, dit-il, soit 11 ans après que le G5 Sahel a pu être mis en place. Néanmoins, il a rappelé que le Mali a envoyé ses troupes par le passé pour assurer la paix dans des pays comme la Sierra Leone, le Libéria etc. Il a exprimé sa satisfaction par rapport à la réalisation des infrastructures routières, à l'accès à l'eau potable et à l'énergie pendant qu'il était au pouvoir de 2002 à 2012. A l'en croire, l'une de ses belles réalisations est l'Assurance maladie obligatoire (AMO). En plus de cela, ajoute-il, ce sont les logements sociaux. Pour ATT, la gestion de la transition est difficile. « J'ai fait la transition dans des conditions extrêmement difficiles, c'est pourquoi lorsque je vois tout

le monde courir derrière la transition aujourd'hui, je suis surpris. Ils ne savent pas ce qu'il y a là-dans. Ce n'est pas facile. S'il ya un point où j'ai énormément souffert, c'est la transition au Mali. Le plus important ce que nous l'avons amenée au bon port. On ne fait pas le Mali avec la transition mais ce qu'on fait avec la transition, c'est d'aider à finir la transition. Finir la transition, c'est de mettre un président démocratiquement et convenablement élu », a-t-il dit. Par ailleurs, ATT a fait savoir qu'aucun effort ne sera épargné pour la libération de Soumaïla Cissé, enlevé le 25 mars 2020 dans le cercle de Nianfunké (Région de Tombouctou) par les hommes armés. « Je remercie Soumaïla Cissé pour les 400 forages qu'il avait donnés à notre pays lorsqu'il était président en exercice de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) », a-t-il souligné. A entendre parler ATT, l'une des tares du Mali est le coup d'Etat qui est antinomique à la démocratie. « De 1960 à 2020, il y a eu 4 coups d'Etat, je suis très mal placé pour en parler, j'en ai fait et j'en ai

subi. Je ne suis pas convaincu que c'est par les coups d'Etat que nous allons sortir notre pays du gouffre. Il faut qu'on mène les débats jusqu'au bout. Mener les débats en partie et laisser les militaires venir régler notre problème, ce n'est pas une solution. Nous ne devons pas être aussi carrent de ne pas pouvoir mener un débat où nous devons trouver des réponses politiques aux questions politiques, mais lorsqu'on donne des réponses militaires à des questions politiques, c'est difficile à expliquer », a déclaré l'ancien président ATT qui a perpétré un putsch contre feu général Moussa Traoré le 26 mars 1991 avant d'être, à son tour, renversé le 22 mars 2012 par le capitaine Amadou Aya Sanogo. Pour la bonne organisation des scrutins au Mali, ATT a souhaité la mise en place d'un organe indépendant, correct et équipé. « Tout le problème que nous avons aujourd'hui, c'est la mauvaise organisation de nos élections. Et vous avez vu que la dernière a causé comme tort... Tant que le ministère organise, le gouvernement en place ne perdra jamais », a-t-il dit. Selon lui, un indépendant au Mali n'aurait pas dû gagner les élections. Il a mis l'accent sur la lutte contre la corruption en évoquant la mise en place du vérificateur général. « Tant qu'il y aura l'impunité, il y aura la corruption », a-t-il dit. Enfin, ATT a fait savoir que parmi les qualités que le président de la République doit avoir c'est l'exemplarité et la retenue.

Aguibou Sogodogo

60 ans d'indépendance : D'énormes défis encore à relever

Le Mali célèbre le 60e anniversaire de l'indépendance. Regards croisés sur cet évènement symbolique, qui se déroule dans une situation particulière. Les défis à relever restent énormes, mais pas insurmontables.

Le mardi, 22 septembre 2020, le Mali a célébré le 60e anniversaire de son indépendance. L'indépendance a été officiellement proclamée le jeudi 22 septembre 1960, après l'éclatement de la Fédération du Mali. Ce pays de vieilles civilisations a obtenu son indépendance par la voie pacifique comme de nombreux États sur le continent.

Depuis quelques années, cette fête nationale se déroule dans un climat particulier. A cause notamment de la crise multidimensionnelle que traverse le Mali depuis bientôt une décennie. Cette année, une crise sociopolitique, qui s'est soldée le 18 août dernier par un coup de force militaire contre Ibrahim Boubacar Keita, a davantage corsé la situation. Le défilé militaire, l'un des temps forts de la commémoration du 22 septembre, a été présidé par le colonel AssimiGoita, président du Comité national pour le salut du peuple (CNSP).

UNE FÊTE MOINS FASTIDIEUSE

L'anniversaire du 22 septembre est célébré en hommage aux héros de la lutte de l'indépendance, des résistants à la pénétration coloniale et tous ceux qui se sont battus pour la libération du peuple malien.

« Tous les Maliens doivent exprimer leur fierté. Nous devons également avoir une pensée pour les pères de l'indépendance, qui ont mené le combat de la libération. Et cela sans oublier les figures de la résistance contre la pénétration coloniale comme Samory Touré, Babemba et Tiéba Traoré, Firhoun Ag Alinssar, Cheick Omar Tall, entre autres », estime Mohamed Touré, président de l'Association des élèves et étudiants ressortissants de la région de Gao et sympathisants (AEERGS).

Si l'esprit de la célébration de cet événement

est important, beaucoup plaident pour une fête moins fastidieuse compte tenu de la situation du pays. « On peut célébrer le 22 septembre, mais pas en grande pompe. Car la situation n'est pas favorable aux festivités, le pays est en crise. Nous supposons donc qu'il n'y a pas assez d'argent pour faire la fête, et il ne faut pas oublier que nous avons aussi d'autres besoins prioritaires », juge Fatim Touré, bloggeuse et consultante dans une ONG basée à Tombouctou.

« RÉCURRENCE DES COUPS D'ÉTAT »

Cet événement est aussi l'occasion de s'interroger sur le cours de l'histoire contemporaine du Mali, en termes de progrès et de défis afin de dégager éventuellement des pistes nouvelles pour les prochaines années. Sur le plan politique et institutionnel, le Mali, depuis son accession à l'indépendance, a connu trois Républiques, quatre coups d'État. Ce qui est loin d'être élogieux pour un jeune État.

Plus d'un demi-siècle d'existence, « le bilan n'est pas très reluisant », constate Mohamed Touré. « Il y a eu beaucoup de cafouil-

lages et de gâchis dans la gestion de l'État durant ces 60 ans : la récurrence des coups de force militaire, un tous les 15 ans en moyenne, les conflits armés à répétition, surtout les rébellions au Nord, la réponse inadéquate à ces problèmes, l'instauration d'un cycle de violence, l'effondrement de l'État... », a-t-il ajouté, tout en rappelant néanmoins que tout n'est pas sombre.

Comme lui, Meissa Sarr, étudiant en sociologie, trouve aussi que le bilan est assez mitigé. Il pointe du doigt la corruption et la malversation dans la gouvernance. Pour lui, « les promesses de l'indépendance ne sont pas tenues ».

OPTIMISME

Cependant, malgré les difficultés ou échecs constatés, beaucoup sont optimistes pour l'avenir. Fanta Moïda, bloggeuse et enseignante, espère de meilleures perspectives, avec le désir des Maliens de rendre au pays son honneur et sa dignité, à travers une amélioration de l'offre de services dans le secteur de la justice, la santé et l'éducation.

Pour Yagaré Diakité, directrice développement médias à Tuwindi, tout le monde doit jouer son rôle dans l'édification du pays. « 60 ans, c'est énorme : nous avons fait du chemin, mais la route reste parsemée d'embûches. Le Mali doit primer sur nos intérêts personnels », conseille-t-elle.

L'optimisme et l'engagement de tous sont donc importants pour que notre indépendance soit visible sur tous les plans- y compris sur les plans politique et économique. Les défis restent énormes, mais pas insurmontables.

Source : Benbere



Le tandem N'daw et Goita : Pourront-ils relever les défis ?

Après plusieurs jours de tractations pour la désignation des personnalités qui doivent diriger la transition, le collège a jeté son dévolu sur deux hommes réputés rompus à la tâche. Pourront-ils donner un coup de fouet à la gouvernance chaotique de notre pays ? En tout cas, c'est l'interrogation principale que les Maliens se posent.

Pour être conforme aux exigences de la Cédéao, le Comité national pour le salut du peuple a mis en place un collège pour choisir le Président et le vice-président de la transition. En tenant compte de la situation socio-politique de notre pays, Bah N'Daw et Assimi Goita ont été choisis pour conduire les destinées de notre pays. Le premier est septuagénaire. Il a une bonne réputation dans la gestion de l'administration publique. Désormais, c'est un homme de poigne qui est chargé de conduire le bateau malien à bon port. Sa démission en cascade de son poste d'aide de camp, de feu général Moussa Traoré, illustre à sa juste valeur qu'il n'acceptera subir aucune pression dans ses prises de décisions. Plusieurs atouts militent à sa faveur pour être l'homme de la situation. D'ores et déjà, plusieurs Maliens, lui accordent beaucoup de crédits. C'est avec un gant de fer bien enrobé dans du velours qu'il s'apprête à nous sortir de cette zone de turbulence. Assimi Goita dit Asso, l'inconnu de la scène politique, a fait son apparition après la mutinerie qui a conduit à la démission de l'ancien Président de la République, Ibrahim Boubacar

Keita. Il n'a que 37 ans. Mais les voix s'accordent à dire qu'il a la tête sur les épaules pour redorer le blason de l'armée malienne. Très discret, il est difficile de lui arracher un mot. Pour ses compagnons d'arme, Asso est un véritable guerrier et un vrai coach sur le théâtre des opérations. Dans son adresse à la nation, pour la célébration des 60 ans du Mali indépendant, il a laissé entendre que le changement, c'est maintenant. Pour lui, nous n'avons plus droit à l'erreur. Cela nous rassure qu'il mesure déjà l'enjeu qui l'attend. De même, un gouvernement doit être rapidement mis en place pour s'attaquer aux dossiers brûlants de la nation. Une écrasante majorité des Maliens ont opté pour le changement. Une rupture totale avec les anciennes pratiques qui ont mis le Mali à rude épreuve doivent être désormais un mauvais souvenir.

Les attentes des Maliens sont énormes. Ils veulent un pays capable d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Cela passe nécessairement par une lutte implacable contre la corruption qui s'est érigée en un système machiavélique de gouvernement. Pour combattre les maux qui minent notre gouver-

nance, il serait impérieux voire d'indispensable d'aller vers un changement de comportement et de mentalité. L'amour du pays doit inéluctablement primer sur les autres. Le Mali vient de très loin. Certes, le bateau malien a tangué mais il n'a pas chaviré. Il faut visiblement le concours de tous les fils de la nation pour le redresser.

Ils prêteront serment au cours d'une cérémonie solennelle qui se tiendra le vendredi prochain. Après cette étape qui marquera leur prise de fonction, Bah N'Daw et Assimi Goita doivent faire appel à des politiques qui ne traînent pas de casserole derrière eux, plus quelques technocrates dotés d'une probité morale sans faille pour former le nouvel attelage gouvernemental. Dans le contexte malien, il faut un gouvernement de mission. Chaque 6 mois il faudrait procéder à une évaluation et les ministres qui peineront à emboîter le pas, doivent être déposés au quai et continuer. Le Mali est obligé d'emprunter cette voie qui tracera un lendemain meilleur pour les futures générations. Ce nouveau système de gestion permettra sans nul doute d'améliorer notre mode de gouvernance et d'occuper notre place dans le concert des nations. Il ne faut pas qu'ils attendent à ce que les choses soient faciles. Certainement, ils croiseront le fer avec certains dinosaures de la classe politique. Ceux-ci vont toujours tenter de mettre des bâtons dans leurs roues. Mais c'est à Bah N'Daw et Assimi Goita de déjouer tous leurs plans pour asseoir les bases d'une gouvernance vertueuse, donc ils sont avisés.

■ Ibrahim Sanogo



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Courses de Djenné : Des pirogues et des vagues

En dépit de la crise sanitaire et la situation sociopolitique, les pagaies seront une nouvelle fois de sortie. Les traditionnelles courses de pirogues qui se déroulent chaque année à Djenné, dans la région de Mopti ont respecté leur habitude.

Djenné tient à ses courses de pirogue. Elles font partie de son ADN, ce qui en fait un rendez-vous incontournable. Ces courses datent d'il y a au moins 300 ans, selon une estimation de Daouda Dembélé, un chef de quartier de la ville de Djenné. Bien des années avant la pénétration coloniale, des jeunes se retrouvaient durant la période de la chasse aux lièvres (première quinzaine d'octobre) et en profitaient pour jauger leurs talents de pagayeurs. La symbolique étant de chasser le mauvais œil et les maladies. Lors de la période coloniale, des activités ont été instaurées pour le 14 juillet, mais, raconte Dembélé, cela ne les empêchait pas de poursuivre « leur activité

traditionnelle ».

À l'indépendance, en 1960, il est décidé d'organiser une compétition le 22 septembre, le jour célébrant l'accession du Mali à la souveraineté internationale. Toutes les communes du cercle envoient leurs meilleurs rameurs pour essayer d'empocher le prix, qui fait la fierté des heureux lauréats. Car, en plus de celui des vainqueurs, d'autres trophées sont également décernés, pour encourager l'esprit sportif.

Contre vents et marées

Un temps, cette année, des bruits avaient cir-

culé sur une possible annulation de l'évènement. Il n'en sera rien, assure notre interlocuteur. Qui confie que des émissaires ont déjà été envoyés auprès des différents chefs de villages afin de désigner les potentiels participants.

« C'est le tout Djenné qui est concerné. Même s'il nous arrivait de ralentir un peu sur l'organisation, les jeunes de la ville voudront aller plus rapidement », assure-t-il. Au-delà des croyances et de l'esprit compétitif qui entourent ces courses, c'est aussi la diversité ethnique qui est célébrée. Il en a toujours été ainsi, rapporte Dembélé, sauf durant une courte période où un grain de sable a pu se glisser dans le calendrier horloger. Au début des années 1970, le débit du fleuve Bani a baissé de manière inquiétante, empêchant les habitants d'honorer la séculaire tradition. « Sans eau, il est impossible de pagayer ». Cela durera deux à trois ans, mais, depuis, les courses se déroulent sans discontinuer dans la cité voisine de la Venise malienne.

Boubacar Sidiki Haidara





ONU : Les Etats-Unis et la Chine s'affrontent dans un climat de « nouvelle Guerre froide »

Le torchon brûle entre les deux plus grandes puissances mondiales. Les Etats-Unis de Donald Trump et la Chine de Xi Jinping se sont vivement affrontés mardi à l'Assemblée générale de l'ONU, illustrant le risque de « nouvelle Guerre froide » qui menace la planète en pleine pandémie.

« Les Nations unies doivent tenir la Chine responsable de ses actes » au début du Covid-19, a lancé le président américain à l'ouverture de cette grand-messe diplomatique annuelle, virtuelle en raison de la crise sanitaire. Il a accusé la puissance rivale d'avoir laissé le « virus chinois », une formule qui suscite l'ire de Pékin, « infecter le monde ». « Le gouvernement chinois et l'Organisation mondiale de la santé, qui est quasiment contrôlée par la Chine, ont déclaré à tort qu'il n'existait pas de preuve de transmission humaine », a-t-il déploré dans une vidéo enregistrée, justifiant ainsi le retrait des Etats-Unis de cette agence de l'ONU.

Le milliardaire républicain, dont la gestion du Covid-19, très contestée, pèse sur ses chances de réélection à l'élection du 3 novembre, a promis de « distribuer un vaccin » et « mettre fin à la pandémie » pour entrer « dans une nouvelle ère inédite de prospérité, de coopération et de paix ».

« Choc des civilisations »

Lors d'un discours également pré-enregistré, le président chinois Xi Jinping a souligné que « la Chine n'avait pas l'intention d'entrer dans une Guerre froide ». Sans citer Washington, il a mis en garde contre « le piège d'un choc des civilisations », appelant à ne pas « politiser » la lutte contre le coronavirus.

Son ambassadeur à l'ONU Zhang Jun s'est ensuite chargé de « rejeter » sèchement les « accusations infondées » de Donald Trump. « Au moment où la communauté internationale se bat vraiment durement contre le Covid-19, les Etats-Unis propagent un virus politique ici à l'Assemblée générale », a-t-il déclaré à des médias. « Si quelqu'un doit être tenu pour responsable, ce sont les Etats-Unis pour avoir perdu tant de vies avec leur attitude irresponsable », a-t-il ajouté, alors que le bilan de la maladie a atteint mardi les 200.000 morts dans ce pays.

« Sortis de l'accord de Paris »

L'affrontement à distance s'est poursuivi sur le terrain climatique. Connue pour son climat-scepticisme, Donald Trump a critiqué « ceux qui attaquent le bilan environnemental excep-

tionnel de l'Amérique tout en fermant les yeux sur la pollution endémique de la Chine ».

Réponse cinglante de l'ambassadeur chinois : « Les Etats-Unis devraient être les derniers à s'exprimer au sujet du changement climatique », « ce sont eux qui sont sortis de l'accord de Paris ». Xi Jinping a là aussi voulu jouer les bons élèves, en fixant pour première fois un objectif de neutralité carbone – en 2060 – pour son pays, premier émetteur de gaz à effet de serre de la planète.

Face à des relations internationales électriques, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres avait lancé en début de séance un avertissement inquiet contre une « grande fracture » entre les « deux plus grandes économies ». Le monde doit tout faire « pour éviter une nouvelle Guerre froide », a-t-il martelé, parmi les seuls à s'exprimer à la tribune d'un hémicycle clairsemé au siège de l'ONU à New York.

Macron appelle au calme

Le monde « ne peut pas se résumer à la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis », lui a fait écho le président français Emmanuel Macron. « Nous ne sommes pas collectivement condamnés à un pas de deux qui, en quelque sorte, nous réduirait à n'être que les spectateurs désolés d'une impuissance collective », a-t-il voulu croire.

Au premier jour de l'Assemblée générale, qui doit durer une semaine avec des interventions de 193 pays, plusieurs d'entre eux ont déploré « l'unilatéralisme » persistant de Donald Trump, qui a paru plus isolé que jamais ces derniers jours en proclamant le retour des sanctions onusiennes anti-Iran.

La France et ses alliés européens ne vont « pas transiger » sur leur refus de soutenir Washington sur ce terrain, a prévenu Emmanuel Macron, tandis que son homologue iranien Hassan Rohani a prédit que le vainqueur de la présidentielle américaine n'aurait « pas d'autre choix que de céder » face à Téhéran, qui réclame la levée des sanctions américaines.

L'Assemblée générale qui s'est ouverte est sans précédent. Aucun dirigeant n'a fait le déplacement – un contraste saisissant avec les années précédentes qui voyaient plus de 10.000 personnes converger vers le quartier des Nations unies.

Cour Suprême : Trump annoncera son choix samedi depuis la Maison Blanche



Les démocrates sont quant à eux vent debout et veulent que la nouvelle juge soit nommée après l'élection présidentielle prévue en novembre

Le président américain Donald Trump a indiqué mardi qu'il annoncerait samedi, depuis la Maison Blanche, le nom d'une nouvelle juge pour succéder à Ruth Bader Ginsburg à la Cour suprême.

Donald Trump a indiqué lundi soir qu'il envisageait cinq magistrates présélectionnées en vue de remplacer Ruth Bader Ginsburg, la doyenne progressiste et féministe de la Cour décédée vendredi à 87 ans des suites d'un

cancer.

Des juges nommés à vie

Parmi les favorites figurent, en tête, Amy Coney Barrett, une catholique de 48 ans, ainsi qu'une magistrate d'origine cubaine née en Floride, Barbara Lagoa, 52 ans. Elle a un profil typique de Miami : née en Floride de parents ayant fui le régime communiste de Fidel Castro, elle a grandi dans une famille bilingue et conservatrice. A 52 ans, cela pourrait l'aider à entrer à la Cour suprême des Etats-Unis. Cette dernière est « excellente, elle est hispanique,

c'est une femme formidable », a-t-il déclaré sur Fox News. « Nous aimons la Floride », a-t-il ajouté à propos de cet Etat qui devrait jouer un rôle-clé dans le résultat de la présidentielle.

« J'annoncerai ma candidate pour la Cour suprême samedi, à la Maison Blanche ! L'heure exacte reste à déterminer », a tweeté le milliardaire républicain.

C'est le Sénat américain qui doit confirmer, à la majorité simple, les juges à la Cour suprême nommés à vie par le président.

Les démocrates vent debout

Les démocrates sont vent debout, arguant qu'il faudrait attendre l'élection du 3 novembre qui opposera Donald Trump à Joe Biden avant tout vote et, en cas de victoire de l'ancien vice-président de Barack Obama, attendre même sa prise de fonctions en janvier 2021.

Mais le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a indiqué dès vendredi soir qu'il comptait organiser un vote pour remplacer « RBG ». Il a réitéré lundi que le Sénat voterait « cette année », sans préciser de calendrier. Il dispose d'une majorité de 53 sièges contre 47.

Les républicains cimentent leur majorité

Deux sénatrices républicaines modérées ont estimé que le Sénat ne devrait pas se prononcer avant la présidentielle. Mais mardi, un grand critique de Donald Trump, Mitt Romney, a lui indiqué qu'il ne s'y opposait pas, consolidant ainsi la majorité du parti pour procéder à ce vote controversé.

Grand critique de Donald Trump, Mitt Romney était très attendu après que deux républicaines modérées ont estimé que la chambre haute du Congrès ne devait pas voter avant le scrutin. Si un vote sur la future candidate « arrive dans l'hémicycle du Sénat, je compte voter sur la base de ses qualifications », a écrit l'ex-candidat à la présidentielle.

Si aucun autre sénateur du parti conservateur ne s'y oppose, cela donnerait assez de voix aux républicains pour procéder à un vote. Même s'ils arrivaient à une égalité 50-50, ils pourraient disposer d'assez de voix, grâce à l'intervention du vice-président Mike Pence qui peut départager en cas d'égalité.



Championnat de D2 du District de Bamako : Deux tickets, trois prétendants

L'ASKO et Binga FC occupent les deux premières places de la poule, mais les deux équipes seront face à face aujourd'hui et un faux pas de l'une ou de l'autre pourrait profiter au troisième du classement, le FC Diarra qui affronte l'AS Commune VI

La phase de poules du championnat de D2 du District de Bamako connaîtra son épilogue aujourd'hui, avec les rencontres de la 14^e et dernière journée qui se disputeront sur différents terrains de la capitale. Dans la poule A, le suspense reste entier entre le leader, l'ASKO (29 points), le Binga FC (2^e, 28 points) et le FC Diarra (3^e, 27 points). Après 13 journées de débats, le mano à mano continue entre les trois équipes qui ont toutes gagné dimanche lors de la 13^e journée. L'ASKO a battu Africa Foot (1-0), le Binga FC a dominé la J. A. (1-0) alors que le FC Diarra a surclassé l'AS Nadia (3-0). Les trois formations peuvent prétendre chacune aux deux tickets qualificatifs, avec toutefois un léger avantage aux

Oranges de la Commune I. Tous les regards seront tournés vers le choc entre les deux premiers de la poule, à savoir l'ASKO et le Binga FC. Un nul suffira aux Oranges pour être sûrs de terminer à l'une des deux places qualificatives, alors que Binga devra impérativement gagner pour être sûr de disputer le Carré d'as. On suivra également de près l'explication entre le FC Diarra et l'AS Commune VI parce que les joueurs de la Commune IV sont en course pour la qualification. Si le FC Diarra l'emporte, il décrochera le précieux sésame, mais en cas de déconvenue, l'équipe de la Commune IV dira adieu au Carré d'as. Pour revenir au choc entre les deux premiers de la poule, le technicien de l'ASKO,

Alassane Barry affiche sa confiance et ne jure que par la victoire. «Le calcul est simple, il faut gagner pour se qualifier et on jouera pour ça, rien que pour ça.

On va tout faire pour gagner ce match, ce n'est pas facile de jouer tous les trois jours, mais ne pas se qualifier pour le Carré d'as serait un échec pour nous», a martelé le technicien. Et Alassane Barry de poursuivre : «Notre objectif est la montée en première division et cela passe par la qualification au Carré d'as. Les joueurs sont motivés, je demande à tous les supporters de l'ASKO de prier pour nous, Inch-Allah, nous sortirons gagnants de ce match». Dans le camp adverse aussi, l'entraîneur Gaoussou Diallo tient le même discours. L'ancien international dont les joueurs restent sur trois victoires de rang, annonce qu'il va aborder la rencontre avec le plein de confiance. «C'est une finale pour nous, car on a l'obligation de gagner ce match. La manière importe peu, seule la victoire compte et on jouera pour gagner. J'ai pris la direction de l'équipe, il y a seulement trois semaines, mais je fais confiance aux joueurs, ils sont très motivés. Je connais bien l'ASKO et j'ai déjà une petite idée en tête. On fera tout pour venir à bout de cette équipe et valider notre ticket pour le

Carré d'as», promet celui que les supporters appellent familièrement Malatini et qui a fait les beaux jours du Djoliba et de l'équipe nationale.

Tout comme son adversaire, l'équipe de la Commune V peut se contenter d'un match nul, mais à condition que le FC Diarra ne s'impose pas devant l'AS Commune VI.

Pour le FC Diarra, en revanche, il n'y a pas de calcul possible. Troisième au classement, la formation de Sébénicoro (27 points) ne peut se qualifier que si elle gagne devant l'équipe de la Commune VI. Sur le papier, les joueurs de Sébénicoro aborderont le match avec les faveurs du pronostic, surtout quand on sait que les protégés de Mahamoud Ouologuem restent sur deux victoires de rang et ont dominé le même adversaire lors de la manche aller (2-1, 7^e journée).

«On va jouer ce match avec beaucoup de concentration et de détermination. On a préparé la rencontre comme tous les autres matches et on va tout faire pour empocher les trois points de la victoire», annonce le technicien. «Le premier objectif était le maintien, mais l'appétit venant en mangeant, on va essayer de se qualifier pour le Carré d'as et pourquoi pas, aller chercher la montée en première division», renchérit Mahamoud Ouologuem. Quatrième du classement, l'AS Commune VI a

été accrochée 1-1 par l'AS Racine lors de la précédente journée et l'équipe n'a plus rien à espérer du championnat. Pour autant, les Communards ne se présenteront pas en victimes expiatoires et tenteront de contrarier le destin du FC Diarra. Concernant les autres matches de la poule, l'AS Nadia, bon dernier du classement et déjà reléguée en division inférieure, affronte l'AS Racine (6^e, 12 points) qui lutte pour le maintien alors que Africa Foot (5^e, 14 points) se frottera à la J. A. (7^e, 11 points) qui se trouve dans la même situation. Dans la poule B, les choses sont claires. Guidars (29 points) et Afrique football élite (AFE, 29 points également) sont déjà qualifiés pour le Carré d'as et n'ont plus rien à craindre. Le choc entre les deux équipes n'aura donc qu'un seul enjeu : la première place de la poule. Au match aller, les deux formations se sont neutralisées (1-1) et pour l'entraîneur de Guidars, Ousseini Guindo, ce deuxième acte servira surtout à préparer le Carré d'as qui se profile à l'horizon. «C'est un match sans enjeu, pour moi, la première place n'est pas importante, mais chacun va jouer pour ne pas perdre. Ce sera un match de préparation pour le Carré d'as», confie le technicien de Guidars FC. L'entraîneur de l'AFE, Tiémélé Kouadio Alain «Charlton», abonde dans le même sens. «C'est un match sans incidence, car l'essentiel est

déjà fait. Mais, la rencontre nous servira de préparation pour le Carré d'as», avance Charlton. Si AFE et Guidars ont fait le boulot et sont assurés de participer au Carré d'as, le suspense reste entier dans la course au maintien pour certaines équipes de la poule. C'est le cas de l'ASAC FC qui affronte le FC Gaoussou ou encore du CFCK qui sera face au FC ACI. Ces deux formations devront impérativement gagner pour assurer leur maintien en D2. C'est dire dans cette poule, la dernière journée promet de belles empoignées.

Boubacar KANTÉ

Aujourd'hui au stade du 26 Mars

15h30 : ASKO-Binga FC

17h30 : Nadia-AS Racine

Au stade Mamadou Konaté

15h30 : FC Diarra-AS Commune VI

17h30 : Guidars FC-AFE

19h30 : CFCK-FC ACI 2000

Au terrain du Réal

15h30 : J. A.-Africa Foot

Au terrain du Stade malien

15h30 : AS Kanu-AZI FC

Au terrain ex-SNJ

15h30 : ASAC- FC Gaoussou

Source : Essor

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



Bélier (21 mars - 19 avril)

Combatif et sûr de vous, Mars vous donnera les moyens de passer à la vitesse supérieure et même de vous montrer ouvertement plus exigeant sur vos conditions de travail ou sur l'intérêt d'accepter ou non telle mission. Vos arguments seront convaincants.

Vous aurez le don de dénicher tous les bons plans qui passeront. Affaires intéressantes, vente flash sur internet, courses à prix bas, vous aurez l'oeil. Avec Uranus dans votre maison II, vous penserez à innover dans votre manière d'effectuer vos achats.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Inutile de vous entêter si vous n'avez pas raison. Ça ne vous apportera que des ennuis. Si vous ne supportez plus votre travail, envisagez plutôt une reconversion. Mais vous en prendre à votre chef ne règlera pas vos problèmes.

Si vous avez des projets en vue, essayez de voir comment vous pouvez faire quelques économies. Vous ne pourrez compter que sur vous-même alors n'attendez rien des autres et allez plancher sur vos comptes dès maintenant.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un bilan professionnel pourrait se révéler profitable pour l'avenir. Vos potentialités ne sont pas exploitées et cette situation vous pénalise. Il est nécessaire que vous repreniez confiance en vous, car la situation vous fait douter de votre trajectoire.

Les dépenses continuent, l'argent file et pour remédier à cela, rien de tel que la récupération. Pour refaire de la trésorerie, évitez de faire des dépenses inutiles. L'argent peut partir dans des loisirs alors que la priorité serait dans les règlements.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous n'aurez pas besoin de forcer pour que tout se déroule bien dans votre secteur d'activité. Les situations se succéderont les unes aux autres dans un esprit de collaboration efficace, car tout le monde aura à l'esprit d'en terminer au plus vite.

S'il faudra veiller à ne pas s'emballer, il vous sera impossible de ne pas voir que la chance vous sourira. Si vous avez quelques euros d'avance, ne laissez pas passer cette opportunité, car cet investissement vous servira et vous sera des plus utiles.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous établissez des liens avec un collaborateur qui vous encourage. Cependant, des doutes ont la possibilité de vous effleurer quant à la confiance investie de part et d'autre. Il est conseillé de rester concentré sur vos tâches confiées par votre hiérarchie.

Les coups de coeur et l'impatience sont la cause de dépenses qui pourraient être évitées. Vous êtes serein sur l'avenir matériel et faites des dépenses au gré de coup de coeur. Des émotions heureuses et des sorties amicales peuvent aussi contribuer à ces frais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Tout ne se passera pas comme vous le voulez. Au lieu de persister, essayez de voir comment vous pouvez changer les choses. Révisitez votre organisation ou votre approche de certains dossiers. Si ça ne marche pas d'une façon, essayez-en une autre sans vous entêter.

Tâchez de reporter à plus tard les dépenses qui peuvent attendre. Vous manquez de recul côté financier et vous avez oublié de comptabiliser certains prélèvements à venir. Vous flirtez avec le zéro, alors limitez-vous sur les achats.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une pagaille peut avoir lieu dans votre service et vous n'aimez pas cela. De la mauvaise foi et des accrochages se présentent entre les collègues. Ne vous en mêlez pas, cela ne ferait qu'envenimer la situation. Le désir de changer d'activité se fait sentir.

Il y a un risque de frais totalement imprévus et qui sont liés à des coups de coeur. En surveillant votre impulsivité, vous pouvez réaliser des économies supplémentaires. Ne vous laissez pas embarquer dans des tentations. La sagesse est vivement recommandée.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Saturne vous apportera une prise de conscience de vos atouts doublée d'une volonté de vous donner les moyens de les exploiter. Le temps jouera en votre faveur pour explorer des pistes, cibler vos priorités et décider des actions à entreprendre.

Vous tablerez sur la chance pour vous prêter main-forte en cas de pépins. Elle prendra la forme d'imprévus dont vous tirerez avantage pour vos ressources financières. Il vous faudra mettre la main à la pâte, vous serez partant pour gagner des euros.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

De l'action, du courage, des idées, voilà de quoi sera faite cette journée ! Jours de Mars qui plus est, donc action amplifiée ! Si vous devez mettre en oeuvre une idée, un projet, traiter un dossier compliqué, c'est maintenant !

Votre intuition associée à un grand sens des réalités vous permet de réaliser une bonne affaire. Vous aurez suffisamment de discernement pour ne pas vous laisser influencer par de fausses promesses de bénéfices faramineux. Vous resterez dans le plausible.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous avez envie de tout envoyer balader, mais céder à l'impulsivité n'est pas une bonne idée. Prenez le temps de faire un bilan sur ce que vous voulez vraiment et sur ce qui vous pèse dans votre travail actuel. Saturne déconseille les décisions hâtives.

Ce n'est pas en vous plaignant que vous arrangerez les choses. Si votre budget est déséquilibré, penchez-vous dessus et remettez de l'ordre notamment dans les papiers que vous avez laissés de côté. Il est temps de vous mettre à jour.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Le désir de gravir les échelons est fort. Vous avez assez d'autorité pour installer votre rêve professionnel. Une négociation ou un rendez-vous important a la possibilité de vous donner de nouvelles pistes professionnelles. Une réunion peut se révéler utile.

Rien de tel qu'une sortie improvisée qui entraîne quelques dépenses inopinées. Vous pourriez hésiter et pourtant les tentations sont si fortes. C'est avec vos amis que vous dépensez. Votre générosité est aussi spontanée. Pensez à vous refréner là-dessus.



Poisson (19 février - 21 mars)

Prêtez l'oreille à ce qui se tramera et demandez-vous si la situation dans laquelle vous vous trouvez n'en découlera pas. Vous serez en butte à la malveillance d'un collègue qui profitera de l'absence d'un supérieur pour vous jouer un mauvais tour.

Vous devrez vous concentrer pour gérer votre budget au centime près. Vous serez un peu ric-rac et vous bataillerez ferme pour préserver votre équilibre financier. Il vous sera impossible d'obtenir des délais, ce qui vous obligera à faire de savants calculs.

TOMBOLA NISONDIA



SPiRiT

Jusqu'au 20 décembre 2020

Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.